

## REQUEST FOR PROPOSAL (RFP)

### Informations générales

<b>Titre de la prestation</b>	Renforcement des capacités et accompagnement technique des Départements Ministériels en matière de Budgétisation Sensible au Genre
<b>Date limite de soumission</b>	10.02.2021
<b>Type de la prestation</b>	Services
<b>Durée de validité de l'offre</b>	120
<b>Catégorie d'article (UNSPSC codes, if available)</b>	
<b>Réunion d'information avant soumission des offres</b>	Not applicable Date et heure : Click or tap to enter a date. Lieu: Click or tap here to enter text.
<b>Prise ou non prise en charge des indemnités (en cas de visite / inspection du site)</b>	Not Required
<b>Evaluation préliminaire</b>	<input type="checkbox"/> Les offres sont signées par une partie autorisée, y compris par procuration (si demandé) <input type="checkbox"/> La garantie de soumission (format, montant et durée) est incluse (si demandé) <input type="checkbox"/> L'offre est soumise selon les instructions aux proposeants <input type="checkbox"/> L'offre est valable <input type="checkbox"/> L'offre est complète et éligible <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser: Click or tap here to enter text.
<b>Méthode d'évaluation (analyse cumulative ou la moins cher et techniquement qualifiée)</b>	Cumulative Analysis
<b>Proposition technique (notation)</b>	
<b>Proposition financière (notation) pour la méthode d'analyse cumulative uniquement</b>	
<b>Pondération financière (%) - pour la méthode d'analyse cumulative uniquement</b>	<i>[Points financiers / (points financiers + techniques)]</i>
<b>Score final (%)</b>	Choose an item.

## TERMES DE REFERENCE

### Contexte

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est une approche budgétaire axée sur la performance et respectueuse des principes financiers d'efficacité, d'efficacité et d'équité. Elle vise à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes et les discriminations envers les femmes à travers la définition et la mise en œuvre de stratégies, programmes et projets publics conformes aux objectifs identifiés et accompagnés d'indicateurs de résultats et dotés de budgets annuels traçables.

Le Maroc s'est engagé depuis le début des années 2000 dans la mise en œuvre de ce processus de BSG, accompagné par l'ONU Femmes dans le cadre d'un partenariat lancé depuis 2002 en faveur de la promotion de la BSG en tant qu'instrument efficace pour l'égalité et l'équité de genre.

Le Maroc s'est ainsi doté d'un cadre légal qui a institutionnalisé la BSG au niveau national et territorial, et d'une entité institutionnelle : le Centre d'Excellence de la Budgétisation Sensible au Genre du Maroc (CE-BSG), créé en 2013 au sein du Ministère de l'Economie des Finances et de la Réforme de l'Administration (MEFRA), qui a la charge d'accompagner les départements ministériels dans la mise en place effective et le suivi de la BSG.

D'un point de vue légal, la Loi Organique n°130-13 relative à la Loi de Finances promulguée en 2015 impose de

- Soumettre en annexe du projet de loi des finances un rapport dit « Rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre » ou plus couramment « Rapport Genre » regroupant l'ensemble des mesures entreprises par chaque département ministériel pour lutter contre les inégalités femmes-hommes dans le secteur en lien (Article 48) ;
- Subdiviser les dépenses du budget par programmes, régions et projets ou actions et définir en prenant en compte l'aspect genre, des objectifs et des indicateurs associés à chaque programme (Article 39)

Depuis 2014, les vagues de préfiguration menées par la Direction du Budget (MEFRA) au profit des départements ministériels ont permis l'expérimentation de plusieurs dispositions de la LOF dont notamment la budgétisation par programme axée sur la performance. Désormais, les départements ministériels préfigurateurs présentent leur budget ventilé par programme, région et projet dans un document type, intitulé Projet de Performance (PdP). Ce dernier reprend les objectifs et indicateurs fixés par le département et accompagne son budget sectoriel au Parlement lors du vote du Projet de Loi de Finances (PLF).

La mise en œuvre de la BSG a été également déployée à travers des vagues de préfiguration depuis l'exercice 2017. A date d'aujourd'hui, un total de 35 départements ministériels a été accompagné par le MEFRA, à travers le CE-BSG pour intégrer la sensibilité genre dans leur programmation et exécution budgétaires. Afin d'évaluer la conformité des PdP par rapport aux référentiels produits en matière de BSG axée sur la performance, une grille d'analyse quantitative et qualitative, qui permet d'évaluer la prise en compte de l'approche genre a été élaborée. Cette grille est utilisée par le MEFRA pour dresser un état des lieux de l'exercice de l'année précédente et permettre d'identifier les départements qui nécessitent un accompagnement renforcé pour l'exercice suivant.

La prise en compte de la dimension genre par les Départements Ministériels nécessite également le renforcement de leurs capacités en matière de BSG et de programmation axée sur les résultats. Dans cette perspective, le CE-BSG met en œuvre un Plan de Formation Triennal incluant des cycles de formation génériques et spécifiques en BSG, en fonction du niveau d'avancement des Départements Ministériels, et ciblant également d'autres parties prenantes de la BSG tel que l'Inspection Générale

des Finances. Cette approche permet d'assurer une formation adaptée aux besoins de toutes les parties prenantes ciblées, pour qu'elles disposent des connaissances, compétences, instruments et supports pratiques pour mettre en œuvre la BSG.

Dans ce cadre, ONU Femmes souhaite recruter un bureau d'expertise pour appuyer le CE-BSG dans ses missions d'appui technique et de renforcement des capacités en BSG des parties prenantes institutionnelles clé (Départements Ministériels et l'IGF).

## Objectifs

L'**objectif général** de cette mission est d'appuyer le CE-BSG dans la mise en œuvre des activités contenues dans le Plan de Formation Triennal, et dans l'accompagnement technique des Départements Ministériels pour la préparation des Projets de Performance pour la Loi de Finance de 2022.

La mission d'expertise portera sur deux volets :

1. Le renforcement de capacités en matière de BSG
2. L'accompagnement technique des départements ministériels à l'intégration du genre dans leur programmation budgétaire

Les **objectifs spécifiques** de cette mission sont :

1. Les connaissances et capacités génériques en BSG de 8 départements ministériels sont renforcées ;
2. Les connaissances et capacités en BSG spécifiques aux départements de **l'Education Nationale, de la Pêche Maritime** sont renforcées ;
3. Les connaissances et capacités en BSG de l'Inspection Générale des Finances sont renforcées ;
4. Les connaissances et capacités en BSG des services sectoriels de la Direction du Budget du MEFRA sont renforcées ;
5. Les Projets de Performance de 35 Départements Ministériels sont examinés à travers la grille d'analyse genre (outil existant) ;
6. 6 Départements Ministériels<sup>1</sup> bénéficient d'un accompagnement rapproché et adapté ;

## Description de la mission :

Le bureau d'expertise réalisera les tâches suivantes :

### **Volet 1 : Renforcement des capacités BSG à travers des cycles de formation adaptés aux différentes cibles**

Le bureau d'expertise garantira **quatre parcours de formation en BSG** ciblant des bénéficiaires spécifiques :

1. **Formation BSG générique ciblant 8 Départements Ministériels** (deux sessions, à raison de 4 Départements par session de formation) : les représentant·e-s des Départements Ministériels nécessitant une formation BSG de base.
2. **Formation BSG spécifique aux Départements Ministériels de l'Education Nationale et de la Pêche Maritime** : Les représentant·e-s des Département Ministériels de l'Education Nationale (et des Académies Régionales d'Education et de Formation, AREF) et de la Pêche Maritime, ayant exprimé

<sup>1</sup> (1) Education Nationale, (2) Pêche Maritime, (3) le Département de l'Economie et des Finances ainsi que 3 Départements Ministériels additionnels à déterminer en concertation avec le CE-BSG.

une demande spécifique de formation en vue d'une consolidation approfondie de l'intégration genre au sein de leurs Projets de Performance.

3. **Formation en approche genre et BSG de l'Inspection Générale des Finances** : Les représentant-e-s de l'IGF, Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.
4. **Formation spécifique BSG des représentant.e.s des services sectoriels de la Direction du Budget MEFRA.**

## **Volet 2. Accompagnement technique des Départements Ministériels**

Le bureau d'expertise sera appelé à appuyer le MEFRA et le CE-BSG dans l'accompagnement technique BSG pour renforcer la programmation budgétaire sensible au genre des Départements Ministériels. L'accompagnement technique BSG est étroitement liée au parcours de formation/renforcement des capacités, et ciblera principalement **6** Départements Ministériels<sup>2</sup> au cours de la préparation des Projets de Performance pour le Projet de Loi des Finances 2022. Parmi ces 6 Départements Ministériels figureront les 3 Départements ciblés par les cycles de formation BSG spécifiques.

L'ensemble des grilles d'analyse genre des 35 Projets de Performance 2021 des Départements Ministériels, renseignés par le Service du Suivi de la Performance et de la BSG, seront révisés, afin de fournir à chaque Département Ministériel des éventuelles recommandations additionnelles pour le renforcement de l'intégration du genre au sein de leurs PdPs.

L'accompagnement technique BSG des 6 Départements ciblés sera décliné en deux phases, et sera précédé par **une session de lancement** (« *Kick-Off* ») impliquant le Top Management de chacun des Départements impliqués dans le parcours de *Formation BSG Spécifique* et *Accompagnement Technique BSG*.

Une **Phase I** d'accompagnement se focalisera spécifiquement sur les programmes métiers présentés dans le Projet de Performance du Département Ministériel, en organisant des ateliers de travail réunissant pour chaque programme ciblé les responsables programme et leurs équipes. Ces séances ont comme objectif de fournir des orientations concrètes et adaptées pour une meilleure prise en compte du genre au niveau des objectifs et indicateurs des programmes, en identifiant les points d'entrée au sein des projets et en menant une réflexion sur les chaînes de résultats sensibles au genre.

Une **Phase II** réunira les représentant-e-s de chacun des 6 Départements Ministériels pour un échange de consolidation et validation des recommandations issues de la phase I, avant la soumission du Pdp pour le Projet de Loi de Finances 2022.

## **Durée et calendrier de la mission**

La durée de la mission d'expertise est de 10 mois avec début en février 2021 et fin en novembre 2021.

Proposition de calendrier prévisionnel des activités :

<sup>2</sup> Parmi les six Départements Ministériels ciblés par l'Accompagnement Technique BSG figureront les Départements Ministériels bénéficiant des formations BSG spécifiques ciblés aux secteurs (Education Nationale et Pêche Maritime, Economie & Finances), et additionnellement 3 Départements Ministériels à définir en concertation avec le CE-BSG.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Formation Générique BSG		x										
Séances de lancement Top Management			x									
Révision des grilles d'analyse genre PdPs				x								
Formation Spécifique BSG Secteur			x	x	x							
Formation Spécifique BSG IGF						x						
Formation Spécifique BSG MEFRA/DB					x							
Accompagnement BSG phase I						x	x					
Accompagnement BSG phase II									x	x		
Rapport final de mission											x	

## Livrables

### Livrable 1

- Un kit de formation en BSG pour chacune des deux sessions de formation BSG génériques, incluant (*en langue française, max. 30 participant.e.s par formation*) :
  - Enquêtes pre- et post- évaluation des compétences des participant.e.s
  - Agendas détaillés de la formation en modalité distanciel
  - Présentations PPT
  - Fiches/description des activités/exercices interactifs
  - Bibliographie de lectures additionnelles
  - Rapports de formation
- Animation de 2 formations génériques en **modalité distancielle (Zoom, ou autre plateforme similaire)**. *Chaque formation est composée de 3 demi-journées (3 heures) de formation en ligne. Les séances de formation seront enregistrées et les enregistrements devront être accessibles pour au moins 6 mois.*

### Livrable 2

Une feuille de route méthodologique détaillant l'approche d'accompagnement technique BSG pour l'intégration du genre au sein de la programmation budgétaire pour le Projet de Loi des Finances (PLF) 2022. Le bureau d'expertise sera invité à sélectionner les programmes métiers à inclure dans l'accompagnement technique BSG de la Phase I, sur la base d'une analyse préliminaire des PdPs des 6 Départements Ministériels<sup>3</sup> et selon des critères (i) d'**impact** sur la réduction des inégalités entre les sexes et (ii) des critères de **faisabilité**.

### Livrable 3

Animation de 6 séances de lancement\* (« *Kick-Off* ») ciblant le Top Management des Départements Ministériels de l'Education Nationale, de la Pêche Maritime, de l'Economie et des Finances et des 3 autres Départements Ministériels (à définir en concertation avec le CE-BSG) afin de :

- Sensibiliser les décideurs au besoin d'un engagement à haut niveau pour la mise en place d'objectifs pertinents de réduction des inégalités au sein de leurs secteurs ;
- Présenter les objectifs et les modalités des parcours de formation et d'accompagnement technique BSG

<sup>3</sup> Education Nationale, Pêche Maritime, Economie & Finances, ainsi que 3 autres Départements Ministériels à définir en concertation avec le CE-BSG.

*\*Les séances de lancement seront organisées en modalité virtuelle, à distance. Chaque séance sera ouverte à approximativement 50 participant.e.s*

#### **Livable 4**

- (i) Formation spécifique BSG pour le secteur de l'Education Nationale (*max. 25 participant.e.s*):
- Un kit de formation en **BSG et Education Nationale** (en langue française), incluant :
    - Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
    - Agenda détaillée du formateur de la formation en modalité distanciel
    - Présentations PPT
    - Fiches/description des activités/exercices interactifs
    - Programme pour les participant.e.s
    - Bibliographie de lectures additionnelles
    - Rapport final de formation
  - Animation de 3 jours (5 heures par jour) de formation-action BSG et Education Nationale **en modalité présentielle\***
- (ii) Formation spécifique BSG pour le secteur de la Pêche Maritime (*max. 25 participant.e.s*):
- Un kit de formation en **BSG et Pêche Maritime** (en langue française), incluant :
    - Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
    - Agenda détaillée du formateur de la formation en modalité distanciel
    - Présentation PPT
    - Fiches/description des activités/exercices interactifs
    - Programme pour les participant.e.s
    - Bibliographie de lectures additionnelles
    - Rapport final de formation
  - Animation de 3 jours (5 heures par jour) de formation BSG et Pêche Maritime **en modalité présentielle\***

#### **Livable 5**

Formation spécifique pour l'Inspection Générale des Finances (*max. 25 participant.e.s*):

- Identification des besoins en renforcement de capacités de l'IGF en matière de genre et BSG
- Rapport d'analyse des résultats de l'enquête.
- Une feuille de route pédagogique détaillant :
  - Description globale de la formation
  - But, objectifs et points clés d'apprentissage pour chaque session
  - Liste des principaux documents de référence ou sources relatifs à chaque session
  - Liste des principales activités prévues pour chaque session
- Un kit de formation en approche genre et **BSG** (en langue française), incluant :
  - Enquêtes pre- et post- évaluation des compétences des participant.e.s (max. 30 participant.e.s)
  - Agenda détaillée du formateur de la formation en modalité distanciel
  - Présentation PPT
  - Fiches/description des activités/exercices interactifs
  - Programme pour les participant.e.s
  - Bibliographie de lectures additionnelles
  - Rapport final de formation
- Animation de 3 jours (5 heures par jour) de formation BSG **en modalité présentielle\***

### **Livable 6**

Formation spécifique pour les services sectoriels de la Direction du Budget (MEFRA) (max. 25 participant.e.s):

- Enquête pour l'analyse des besoins en renforcement de capacités des services sectoriels en matière de genre et BSG
- Rapport d'analyse des résultats de l'enquête.
- Une feuille de route pédagogique détaillant :
  - Description globale de la formation
  - But, objectifs et points clés d'apprentissage pour chaque session
  - Liste des principaux documents de référence ou sources relatifs à chaque session
  - Liste des principales activités prévues pour chaque session
- Un kit de formation en approche genre et **BSG** (en langue française), incluant :
  - Enquêtes pre- et post- évaluation des compétences des participant.e-s
  - Agenda détaillée du formateur de la formation en modalité distanciel
  - Présentation PPT
  - Fiches/description des activités/exercices interactifs
  - Programme pour les participant.e-s
  - Bibliographie de lectures additionnelles
  - Rapport final de formation
- Animation de 3 jours (5 heures par jour) de formation BSG **en modalité présentielle\***

### **Livable 7**

Accompagnement technique BSG :

- Les grilles d'analyse de chacun des Projets de Performance 2021 des Départements Ministériels révisées (35 grilles)
- Animation de deux séances d'orientation\*\* sur l'approche de l'accompagnement BSG au profit de l'équipe du CE-BSG/ Service du Suivi de la Performance et de la BSG du MEFRA avant le démarrage de la phase I ;
- Animer au moins 15 et maximum 21 séances d'assistance technique\*\* BSG au profit des équipes programme des départements ministériels ciblés dans la Phase I de l'accompagnement BSG ;
- Fournir des recommandations concrètes pour le renforcement de la chaîne de résultats sensible au genre de chacun des programmes métier des Projets de Performance des Départements Ministériels impliqués dans la Phase I de l'accompagnement BSG;
- Fiches techniques consolidés des PdPs des 6<sup>4</sup> départements ministériels résumant les **recommandations** faites lors de la Phase I, par programme, ainsi que les **obstacles et défis** identifiés ;
- Animer 6 séances d'assistance technique\*\* BSG de consolidation et validation au profit des 6 départements ministériels pour le processus de programmation budgétaire 2021, sur la base des fiches techniques ;
- Un rapport récapitulatif d'état des lieux de l'exercice de programmation budgétaire sensible au genre pour l'exercice 2021 (PLF 2022), incluant des recommandations pour le prochain cycle budgétaire ;
- Animer une séance de retour d'expérience pour l'ensemble des Départements Ministériels intégrés dans l'exercice d'accompagnement BSG 2021.

<sup>4</sup> Education Nationale, Pêche Maritime, Economie & Finances, ainsi que 3 autres Départements Ministériels à définir.

*\*L'animation des cycles de formation en modalité présentielle est sujette à l'évolution du contexte sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et les mesures nationales. Le bureau d'expertise **n'est pas** chargé de l'organisation logistique des formations en présentiel.*

*\*\* Toutes les séances d'orientation et d'accompagnement technique sous le Livrable 7 sont prévus en modalité présentielle, néanmoins elles restent sujettes à l'évolution du contexte sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et les mesures nationales.*

(!) Les frais de transport et les per diem liées à la réalisation des livrables sont à expliciter dans l'offre financière (voir Annexe 5).



## ANNEXE 3

### METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

#### 1. Evaluation préliminaire :

L'évaluation préliminaire sera réalisée afin de déterminer si les offres respectent les exigences administratives de la demande de proposition. Les propositions sont vérifiées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences suivantes :

- Les bureaux soumissionnaires ne figurent pas parmi les fournisseurs suspendus par les Nations Unies ;
- Les bureaux soumissionnaires n'ont pas eu des expériences négatives au préalable avec le Bureau d'ONU Femmes au Maroc ;
- La durée de validité de l'offre est respectée ;
- Les offres sont signées par la personne habilitée à signer au nom du soumissionnaire, y compris une procuration si stipulée ;
- L'offre est complète et remplit les conditions d'éligibilité ;
- Le formulaire de soumission de la proposition est complété et signé.

#### 2. Méthodologie d'analyse cumulative :

Une procédure en deux étapes sera utilisée pour évaluer les soumissions. La proposition technique sera évaluée avec une exigence minimale de passage de 70% du total des points pouvant être obtenus [note maximale : 700 points] pour la proposition technique.

Sera rejetée à ce stade toute proposition technique n'ayant pas atteint la note technique minimale de 490 points (correspondant à 70% du total des points) et ce, avant l'ouverture et la comparaison des offres financières.

Seules les offres financières des soumissionnaires dont la proposition technique a atteint le seuil technique minimal de 490 et jugé conforme sera ouverte. Les propositions non conformes ne seront pas admissibles aux phases ultérieures de l'examen.

Le nombre maximal de points qu'un soumissionnaire peut obtenir pour sa proposition est le suivant :

Proposition technique : [700]

Proposition financière : [300]

Nombre total de points : [1000]

#### Évaluation de la proposition financière :

La proposition financière la moins-disante obtient la note maximale des points attribués à l'offre financière. Toutes les autres propositions financières sont notées selon la formule suivante :

$$P = y (\mu/z)$$

Où :

P = points attribués à l'offre financière faisant objet d'évaluation

Y = nombre maximum de points attribués à l'offre financière

$\mu$  = prix de la proposition la moins disante

Z = prix de la proposition faisant objet d'évaluation

Le contrat est attribué aux soumissionnaires ayant obtenu le score global le plus élevé, suite à l'addition des deux notes : technique et financière.

#### Evaluation de la proposition technique :

La proposition technique est évaluée et examinée afin de déterminer si elle répond aux besoins exprimés dans le présent document. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique et barèmes suivants :

Critère 1. Expérience et Capacité du soumissionnaire (Expertise de l'organisation soumettant la proposition)						Points																																				
1.1	Structure Organisationnelle <b>Foot note au prestataire :</b> Fournir une brève description (Présentation) de l'entité soumissionnaire : type de l'entreprise, année de constitution, capital, définition des activités principales, effectif...					10																																				
1.2	<ul style="list-style-type: none"><li>Informations sur la situation financière du soumissionnaire qui n'indiquent pas de problèmes financiers, tels que la valeur nette des capitaux propres négative, association à une faillite, insolvabilité, mise sous séquestre, litiges majeurs, privilèges, jugements ou mauvaises cotes de crédits ou historique de paiement</li><li>Information indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de mise en faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a aucun jugement ou action en justice contre lui qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir proche.</li></ul> <b>Foot note au prestataire :</b> Capacité financière : le soumissionnaire doit démontrer sa capacité financière en fournissant les documents suivants : Bilan des 2 dernières années, Registre de Commerce modèle J, attestation d'inscription aux impôts.					40																																				
1.3	Capacité organisationnelle générale qui est susceptible d'affecter les performances (Ex : taille de l'organisation, solidité de la gestion) <b>Foot note au prestataire :</b> Présenter la capacité organisationnelle du soumissionnaire.					40																																				
1.4	<p>Pertinance des connaissances spécialisées; d'expériences similaires; d'expériences dans des projets au Maroc/autres pays. Expérience avec d'autres agences des Nations Unies /programmes multilatéraux/ou bilatéraux</p> <b>Foot note au prestataire :</b> Détail des connaissances spécialisées qui peuvent s'appliquer aux performances décrites dans les TdRs. Inclure les expériences au Maroc ou dans d'autres pays. <ul style="list-style-type: none"><li>Décrire des expériences <u>similaires</u> avec d'autres organisations des Nations Unies/Multilatérales/bilatérales. Expériences hautement souhaitables.</li><li>Fournir au minimum 3 attestations de référence relatives aux projets menés. (Les attestations doivent être délivrées au nom de l'entreprise soumissionnaire et non pas au nom des employés ou consultants à titre individuel)</li></ul> <table><tr><th>Projet</th><th>Client</th><th>Montant du contrat</th><th>Délai d'exécution</th><th>Rôle du soumissionnaire</th><th>Coordonnées</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>					Projet	Client	Montant du contrat	Délai d'exécution	Rôle du soumissionnaire	Coordonnées																															50
Projet	Client	Montant du contrat	Délai d'exécution	Rôle du soumissionnaire	Coordonnées																																					
1.5	Procédures d'assurance qualité et garantie Le degré de sous-traitance (la sous-traitance comporte des risques supplémentaires qui peuvent affecter la livraison, mais elle offre la possibilité d'accéder à des compétences spécialisées si elle est correctement effectuée)					10																																				
Total des points pour les critères 1. Expérience et capacité du soumissionnaire						150																																				
Critère 2. Méthodologie et Plan de travail (Méthodologie proposée)						Points																																				
2.1	Analyse du contenu, méthodologie - y compris la compréhension du soumissionnaire du travail d'ONU Femmes, l'adhésion aux principes d'achat et aux termes de référence. <b>Foot note au prestataire :</b> Fournir une description de l'approche, de la méthodologie et du calendrier du soumissionnaire pour réaliser la prestation. Expliquer la compréhension du soumissionnaire des besoins décrits dans les TdRs. Identifier les lacunes dans la description des besoins de la prestation sur la base des informations fournies. Décrire comment le soumissionnaire se conformera aux principes du Procurement d'ONU Femmes si une opération d'achat est effectuée au nom d'ONU Femmes. Les principes généraux du Procurement d'ONU Femmes : a) Meilleur rapport qualité / prix ; b) Équité, intégrité et transparence ; c) Concurrence effective ; d) L'intérêt supérieur d'ONU Femmes					300																																				

2.2	<p>Gestion - chronologie, livrables et rapports</p> <p><b>Foot note au prestataire :</b> Fournir une description détaillée de comment se fera la gestion pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs. Le chronogramme doit refléter un calendrier d'exécution de façon à permettre de visualiser facilement l'ensemble des activités et tâches à réaliser, leur enchaînement, leur délai de réalisation.</p>	50
<b>Total des points pour le critère 2. Méthodologie et Plan de travail</b>		<b>350</b>
<b>Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé (Qualification et compétences de l'équipe proposée)</b>		<b>Points</b>
3.1	<p>Composition de l'équipe proposée avec les tâches attribuées (y compris la supervision)</p> <p>Curriculum vitae de l'équipe proposée qui sera impliquée à temps plein ou à temps partiel</p> <p><b>Foot note au prestataire :</b> Soumettre un organigramme indiquant le lieu du soumissionnaire (ville et pays), les rapports hiérarchiques, ainsi qu'une description de la structure de l'équipe.</p> <p>Indiquer la disponibilité des ressources en termes de personnel et les installations nécessaires pour l'exécution des TdRs. Décrire la structure de l'équipe/personnel proposé(e) et les tâches (y compris la supervision) qui seront attribuées à chacun-e pour la réalisation de la prestation demandée.</p>	200
	<p>Composition de l'équipe proposée avec les tâches attribuées (y compris la supervision) :</p> <p><b><u>Un.e chef.fe de projet expert.e Genre et Droits Humains :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Master ou équivalent (bac +5) en sciences politiques, sciences économiques, sciences sociales, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement (requis)</li> <li>- Plus de 15 ans d'expérience dans l'accompagnement d'organisations et institutions dans l'intégration du genre dans leurs projets/programmes</li> <li>- Une expérience d'au moins 5 ans en matière de présentation ou formations/ accompagnement en direction de partenaires institutionnels</li> <li>- Une expérience de plus de 3 ans dans l'analyse et les recommandations autour de la Budgétisation Sensible au Genre</li> <li>- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction (en français)</li> <li>- La connaissance du contexte institutionnel national (Maroc) serait un atout</li> </ul> <p><b><u>Un.e expert.e en Finances Publiques</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Master ou équivalent (bac +5) en finance, sciences économiques, commerce, droit ou dans d'autres domaines liés au développement (requis)</li> <li>- Expérience avérée (au moins 10 ans) dans l'analyse des politiques publiques, la planification budgétaire et la gestion des finances publiques (PFM);</li> <li>- Expérience d'au moins 5 ans dans l'appui technique à l'élaboration de CDMT et/ou de budgets programmes sectoriels ;</li> <li>- Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités ;</li> <li>- Une expertise spécifique en audit et inspection des finances publiques est un atout.</li> </ul> <p><b><u>Un.e expert.e du secteur de l'Education publique</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Master ou équivalent (bac +5) en sciences de l'éducation, sciences politiques, sciences économiques, sciences sociales, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement (requis)</li> <li>- Expérience avérée (au moins 10 ans) dans l'analyse des politiques publiques en matière d'éducation publique nationale</li> <li>- Expérience d'au moins 2 ans dans la conduite de recherche-action dans le domaine de l'accès à l'éducation et la qualité des systèmes d'enseignement ;</li> <li>- Connaissance prouvée du lien entre politiques publiques de formation/éducation et l'employabilité (des femmes) ;</li> <li>- Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités ;</li> </ul> <p><b><u>Un.e expert.e du secteur de la Pêche Maritime</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Master ou équivalent (bac +5) en sciences environnementales, biologie, sciences économiques, sciences sociales, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement (requis)</li> <li>- Expérience d'au moins 10 ans dans le cadre de programmes / projets de développement du secteur de la pêche</li> <li>- Connaissance prouvée du domaine de gestion durable de la pêche maritime</li> <li>- Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités</li> </ul> <p><b>Foot note au prestataire :</b> Fournir une description détaillée de comment se fera la gestion pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs. Soumettre un organigramme indiquant le lieu du soumissionnaire (ville et pays), les rapports hiérarchiques, ainsi qu'une description de la structure de l'équipe.</p>	

	<p>Fournir le Curriculum vitae du personnel proposé qui sera impliqué à plein temps ou à temps partiel.</p> <p>Indiquer les diplômes, formations spécialisées et les expériences pertinentes.</p> <p>La substitution du personnel d'encadrement n'est autorisée que conformément à l'article 2.4 des Conditions générales du contrat.</p> <p>Utiliser pour les CV le formulaire (inclus dans la soumission technique), en prenant soin de ne pas dépasser 3 pages pour chaque CV.</p> <p><b>Profil sur l'égalité des sexes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le soumissionnaire est fortement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes : (1) employées dans l'entité, (2) occupant des postes de Direction, (3) actionnaires.</li> <li>Ceci ne sera pas un critère d'évaluation, à moins que deux offres soient identiques (c.-à-d. ayant obtenu le même nombre de points totaux dans le cas de la méthode d'évaluation cumulative et/ou en cas de prix identique dans le cas de devis techniquement conformes/acceptables).</li> <li>Bien que cela ne soit pas un facteur d'évaluation, ONU Femmes collecte ces données à des fins statistiques, en vue d'appuyer son mandat de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.</li> <li>Les soumissionnaires sont également invités à : (1) devenir signataire des d'autonomisation des femmes (si plus de 10 employés) <a href="http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview">http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview</a> ; ou (2) signer l'accord volontaire visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (si moins de 10 salariés).</li> <li>Les bonnes pratiques d'entreprises favorisant l'égalité des sexes se <a href="http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/">trouvent ici</a>: <a href="http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/">http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/</a></li> </ul>	
	<b>Total des Points pour Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé</b>	<b>200</b>

**REMARQUE :** Les détails fournis ci-dessous doivent être utilisés pour guider les fournisseurs sur la nature des attentes d'ONU FEMMES. Lors de l'élaboration du tableau d'évaluation technique ci-dessus les détails pourraient être saisis par le gestionnaire de cas dans la section Notes de bas de page du EProcurement.

## ANNEXE 4

### FORMULAIRE DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

Les propositions techniques ne respectant pas ce format peuvent être rejetées.

Les propositions financières doivent être soumises dans une enveloppe distincte ou attachées dans un e-mail séparé à l'adresse de messagerie précitée.

Le soumissionnaire est prié d'inclure une page de déclaration indiquant pourquoi il est plus apte à réaliser les services demandés.

Nom du soumissionnaire	
Pays d'immatriculation	
Type d'entité juridique	
Nom de la personne de contact autorisée	
Adresse	
Téléphone	
Email	

*[Les sections ci-dessous doivent être modifiées et adaptées pour refléter au mieux les TDRS]:*

#### Modèle CV :

Nom :		
Fonction pour cette mission :		
Nationalité :		
Compétences linguistiques :		
Education et autres qualifications/		
<u>Expériences Professionnelles :</u>		
De [année] : _____ [année] : _____		
Employeur : _____		
Postes occupés : _____		
Expérience pertinente (de la plus récente ; Parmi les missions dans lesquelles le personnel a été impliqué, indiquer les renseignements suivants concernant ces affectations qui illustrent la capacité du personnel à gérer les tâches répertoriées dans le cahier des charges (insérer autant de cases des expériences pertinentes que nécessaire)		
Période : De - A	Nom du projet/Organisation :	Titre du poste, les caractéristiques de projet principal et activités entreprises
Références	(Nom/fonction/Organisation/Contact– Téléphone ; Email)	

## ANNEXE 5

### FORMULAIRE DE LA PROPOSITION FINANCIERE

La proposition financière doit être présentée sous format PDF séparé du reste des documents de la proposition, comme indiqué au paragraphe 3.4.1 du document « Instructions aux soumissionnaires ». Les éléments constituant le prix total doivent fournir suffisamment de détails pour permettre à ONU Femmes de déterminer la conformité de la proposition avec les exigences des TDR du présent appel. Le soumissionnaire doit mettre en évidence les coûts associés à chaque ligne de la facturation et les coûts associés à tout projet de sous-traitance (de façon distincte) pour toute la durée du contrat. Il est requis de fournir des chiffres distincts pour chaque catégorie.

Les estimations de remboursement des coûts, le cas échéant, comme les frais de voyages et les frais remboursables doivent être indiquées séparément.

En cas d'achat d'équipement pour répondre au service demandé, la proposition financière devra inclure les chiffres, à la fois, pour l'achat et les options de bail/location. ONU Femmes se réserve la possibilité de louer ou d'acheter le matériel par le biais du contractant.

En outre, la proposition financière doit inclure, sans nécessairement s'y limiter, les documents suivants :

- 1- Un **résumé du prix** en lettres et en chiffres
  - i. **Ventilation** : Le prix doit couvrir tous les services devant être fournis et doit détailler ce qui suit :
    - a. Un taux journalier pour chaque expert devant être affecté à l'équipe. La rémunération doit inclure les honoraires de chaque expert, les coûts administratifs relatifs à sa contractualisation et la marge couvrant les frais généraux du soumissionnaire.
    - b. Un taux journalier tout compris (per diem) des experts devant se déplacer sur le terrain dans le cadre de l'exécution des TDR
    - c. Un montant forfaitaire pour les voyages internationaux nécessaires et les dépenses relatives à ces voyages, par le recours aux moyens de transport les plus appropriés, l'itinéraire le plus direct en classe économique. La ventilation doit indiquer le nombre d'allers-retours par membre de l'équipe.
    - d. Un montant forfaitaire pour les déplacements locaux, le cas échéant.
    - e. S'il y a lieu, d'autres frais requis aux fins de la mission, non pris en charge dans ce qui précède ou ce qui suit tels que la communication, l'impression et l'envoi de rapports à produire lors de la mission, la location et le transport des instruments ou appareils nécessaires sont à fournir par le soumissionnaire aux fins de services, l'aménagement des bureaux, les enquêtes, les sondages, etc.
    - f. Un résumé du coût total pour les services proposés.
  - ii. **Planning des paiements** : Un calendrier des paiements pourra être proposé par le soumissionnaire, et le paiement s'effectuera par ONU Femmes dans la devise précisée dans cet appel. Cet échéancier doit être lié aux livrables à fournir tel que spécifié dans votre proposition technique.

Tous les prix/taux indiqués doivent exclure l'ensemble des taxes dans la mesure où les Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, sont exemptées de taxes.

**Note** : Dans le cas où deux (2) propositions sont évaluées et jugées comme égales en termes de compétences techniques et de prix, ONU Femmes attribuera le contrat soit à l'entreprise présidée par des femmes ou dont l'effectif est majoritairement composé de femmes, et ce en cohérence avec le mandat principal d'ONU Femmes. Si tel est le cas pour les deux entreprises, ONU Femmes demandera la meilleure offre définitive à ces deux soumissionnaires et procédera à une comparaison finale des soumissionnaires concurrents.

**A. Répartition des coûts par livrable**

Livrables	Pourcentage du prix Total	Prix (Montant forfaitaire, tout compris)	Echéance (date/heure si applicable)

**Signature de la proposition financière**

La proposition financière doit être autorisée et signée comme suit :

« Dûment autorisé à signer la proposition pour et au nom de

\_\_\_\_\_

(Nom de l'entité)

\_\_\_\_\_

Signature/cachet de l'entité/Date

Nom du représentant : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_

## ANNEXE 6 FORMULAIRE DE SOUMISSION

[Le soumissionnaire doit remplir ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification à son format n'est autorisée et aucune substitution ne sera acceptée.]

À : ONU Femmes Maghreb [13 avenue Ahmed Balafrej, Souissi, Rabat, Maroc]

Date : [insérer la date du dépôt de la proposition]

Nous, soussignés, déclarons que :

- a. Nous avons examiné les documents de l'appel et n'avons aucune réserve les concernant ;
- b. Nous acceptons de soumissionner **à l'appel à proposition (RFP) pour le renforcement des capacités en matière de gouvernance locale sensible au genre et de leadership féminin** et nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à commencer et terminer l'exécution de tous les services spécifiés dans le contrat, et ce dans les délais stipulés ;
- c. Nous assurons tout audit préalable concernant l'examen juridique et l'évaluation de notre capacité à être conforme à toutes les conditions contractuelles et les conditions prises antérieurement à la soumission de notre offre. La soumission de cette offre est une confirmation de l'acceptation des termes du contrat d'ONU Femmes inclus dans le présent document ;
- d. Notre service sera rendu pour le montant établi, en accord avec la proposition financière soumise et conformément aux indications de la fiche d'instructions de soumission ;
- e. Notre proposition sera valide pour une période **de 120 jours**, à compter de la date fixée pour l'ouverture des offres relatives à cet appel et elle restera en vigueur et les termes de cette proposition seront acceptés à tout moment, avant l'expiration de cette période ;
- f. Si notre proposition est acceptée, nous nous engageons à fournir une garantie d'exécution respectant les indications de la fiche d'instructions de soumission ;
- g. Nous, y compris les sous-traitants ou les fournisseurs pour toute partie du contrat, avons la nationalité des pays **[insérer la nationalité de l'auteur de la proposition, y compris celle de toutes les parties qui composent l'offre]**
- h. Nous n'avons aucun conflit d'intérêts, conformément à la Clause 1.2 (*Soumissionnaires éligibles*) du présent document ;
- i. Notre entreprise, ses affiliées ou filiales — y compris les sous-traitants ou les fournisseurs pour toute partie du contrat — n'ont pas été déclarés inadmissibles par ONU Femmes, conformément à la Clause 1.2 (*Soumissionnaires éligibles*) du présent document ;
- j. Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter la proposition la moins bien classée ou toute autre offre que vous seriez amené à recevoir.

Signé : [insérer la signature de la personne dont le nom et titre apparaissent]

En tant que [insérer le statut juridique de la personne qui signe ce formulaire]

Nom : [insérer le nom complet de la personne qui signe le formulaire de soumission]

Dûment autorisé à signer la proposition pour et au nom de : [insérer le nom complet de l'auteur de la proposition]

En date du [insérer la date de la signature]



**ANNEXE 7**  
**Modèle de contrat**

<https://www.unwomen.org/en/about-us/procurement/contract-templates-and-general-conditions-of-contract>